

Mardi 13 avril 2021 :

Mais dans quelle galère se sont encore fourrés Emmanuel Macron et ses affidés !

Les élections départementales et régionales - déjà une fois reportées de mars à juin 2021 - ne sont manifestement pas la tasse de thé du pouvoir qui sait pertinemment qu'il... va la boire !

Et la sécurité sanitaire - qui aurait pu justifier un report légitime car elle est une vraie préoccupation - est devenue un prétexte politique. Le ver est dans le fruit !

Alors que le gouvernement attendait du Conseil scientifique un avis favorable pour pouvoir les reporter à l'automne (*et ainsi tirer les bénéfices d'une campagne de vaccination plus avancée mais également mettre dans l'embarras la droite qui attend les régionales pour désigner son candidat pour 2022*), les espoirs ont vite été douchés de ce côté-là et ont arraché un persiflage de Jean Castex, le qualifiant de "*particulièrement balancé*" ...

Anticipant les accusations de tripatouillage ou de confiscation de la démocratie, l'exécutif a alors refusé de prendre ses responsabilités - ce qui devient une habitude - mais il n'a pas abandonné l'idée de trouver une porte de sortie.

Aussi, ne voilà-t-il pas que la Macronie a eu l'idée brillante de refiler la patate chaude aux maires durant le week-end en se disant que l'absence d'assesseurs pour tenir les bureaux de vote et la crainte d'organiser ces élections les feraient reculer. Las ! Raté, encore une fois !

Le piège n'a pas fonctionné et se referme sur le gouvernement qui, sauf surprise à l'issue des débats au Parlement aujourd'hui et demain, va devoir se résoudre à passer à la moulINETTE électorale de la dernière grande échéance avant les présidentielles.

Écrit par Christophe

Mardi, 13 Avril 2021 10:48 - Mis à jour Mardi, 13 Avril 2021 10:49

Il n'est d'ailleurs guère surprenant de constater que le spectre d'une abstention massive n'est agité que par LREM et ses alliés du MoDem pour décourager les Français de s'emparer de ce rendez-vous collectif. Après les avoir privés d'un vrai choix aux élections municipales l'an dernier en annonçant la fermeture des cinémas, des bars et des restaurants la veille au soir du premier tour, voilà que la majorité présidentielle tente de rejouer la même partition !

Si ces élections ne passionnaient pas les foules jusqu'à présent, ces manœuvres politiciennes ont changé la donne...

Il convient maintenant que la France se montre à la hauteur des autres démocraties occidentales et garantisse la tenue d'une campagne digne de ce nom, en dehors même du cadre légal et très strict de la campagne officielle.

Il appartient aux autorités politiques de mettre les moyens pour que vive la démocratie car les accommodements avec l'État de droit doivent cesser. Le jeu de dupes n'a que trop duré !

En tout cas, les gaullistes de l'Union du Peuple Français seront du rendez-vous du mois de juin. Notamment en Nouvelle-Aquitaine. Mais nous en reparlerons le moment venu.